

Il n'y a que la richesse qui se partage, la misère ça ne se partage pas....

La Formation d'Agent de Développement Local Communautaire suit son cours. En voici, le module 3, consacré au diagnostic local. En étudiant celui du quartier de l'un d'entre nous, nous avons bâti ensemble une autre grille de lecture.

En Juillet 1989, lorsque notre mouvement alternatif avait organisé à la Mutualité le contre-sommet TOES, qui avait réuni, en réponse au sommet des 7 pays les plus riches, les 7 peuples les plus pauvres du monde nous avons cherché une manifestation "symbolique" qui puisse frapper l'opinion. Parmi les artistes interrogés, l'un d'eux avait proposé de réaliser une gigantesque pièce de 1 F symbolique, entièrement revêtue d'une feuille d'or, qui aurait été solennellement offerte au pays le plus pauvre. Malheureusement, le temps nous manqua pour rechercher les sponsors qui auraient versé les 50 000 F nécessaires... Mais j'ai gardé en tête la phrase de l'artiste expliquant la symbolique d'un tel geste : "la pauvreté, ça ne se partage pas, il n'y a que la richesse qui se partage..."

Combien de francs symboliques en véritable or fin faudrait-il offrir aux associations de chômeurs, aux structures d'insertion, aux groupes d'habitants et de militants, aux "bandes" de jeunes pour qu'on cesse de stigmatiser les sites de banlieue comme autant de lieux "misérables" ? S'il nous prend l'envie de feuilleter les documents qui portent le titre usurpé de "diagnostic" de

"Développement Social Urbain" (DSU), on ne trouvera mentionné qu'une longue litanie de critères négatifs. Nous saurons tout sur (listons en vrac pour mémoire) le nombre de chômeurs, le nombre de RMistes, le nombre de familles monoparentales, le taux de délinquance, le taux d'échec scolaire, etc. Mais nous ne saurons rien sur les ressources de ces quartiers. Ces diagnostics ne se donnent même pas la peine d'être des "Canada Dry" : ils n'ont ni la couleur ni même l'odeur d'un soupçon de diagnostic, mais ressemblent plutôt à un constat d'huissier pour "pincer" en flagrant délit les affreux, sales et méchants habitants...

Étymologiquement, diagnostic renvoie à "discernement". Il s'agit donc d'une procédure qui consiste à rassembler les éléments qui permettent de juger. Le diagnostic d'un véritable Agent de Développement Local Communautaire est donc proche de la démarche du diagnostic médical : il ne s'agit pas seulement d'observer pour comprendre, mais de juger pour agir... Car l'ADLC travaille sur du vivant... Sa fonction est donc de l'aide à déci-

sion, tout comme celle d'un médecin que vient consulter un usager...

Mais comment faire acte de jugement, si seule l'accusation a droit de parole ? C'est pourquoi je considère la plupart des diagnostics de DSU comme constituant plutôt des relevés de salles de dissection : du constat de mort, que de véritables diagnostics de consultation : de l'aide à vivant... Pas étonnant dans ces conditions que les choix préconisés en conclusion de ces documents portent plutôt sur la couleur du bois du cercueil ou le rite funéraire que sur des axes de stratégies de mieux-être...

Car l'analyse examine un seul versant, celui du manque, du problème. Et même la "jeunesse" est rangée dans les critères négatifs. 40 % de jeunes... Quel "handicap" a-t-on coutume de s'effrayer... Et aussitôt d'imaginer je ne sais quel "risque" de flambée de voitures ou d'explosion sociale. A l'heure où l'on paye à prix d'or des cures de rajeunissement, où l'on s'arrache les élixirs de jeunesse et autres recettes de jeunesse éternelle, comment peut-on continuer à supporter que la jeunesse soit

¹¹¹ Ce qui n'empêche pas de réclamer par ailleurs aux femmes qui ne pondent que 1,8 enfant de bien vouloir s'acquitter du 0,4 nécessaire au renouvellement de l'espèce.

répertoriée au titre des "handicaps" ? ⁽¹⁾

Un diagnostic ne s'effectue pas pour le plaisir, il vise à atteindre un "mieux être". Imagine-t-on un traitement médical qui prescrive un taux de cholestérol, des grammes d'alcool dans le sang, des centimètres de tour de taille ou des kilos ? Quand on possède les indicateurs sur l'"état de santé" de la personne, l'ordonnance reste à écrire et la confiance à instaurer pour suivre le traitement ...

Dans nos banlieues dites "chaudes" on se contente d'enregistrer la fièvre, sans déboucher sur des réponses. Comment guérir, si je n'ai identifié que les symptômes ? Il serait temps que le traitement proposé aux banlieues sensibles passe d'une médecine symptomatique à une médecine étiologique (action sur les causes) et encore mieux préventive....

Pour prévenir, il faut développer des ressources : celles de la personne, du groupe, du territoire. Que n'identifie-t-on pas celles des banlieues ? Elles sont denses d'une population nombreuse, elles éclatent de jeunesse, elles font la fête, elles sont riches d'idées et d'innovations. Mais qu'en sait-on ? Ce n'est pas le médecin qu'on appelle pour un constat, c'est le croquemort.

Un exemple étudié lors de la formation d'ADLC. La scène se passe dans le quartier des Hauts de Hurlevie (Toute ressemblance avec un site existant serait purement fortuite). Les agents de l'État appelés au chevet de ce quartier difficile commandent un diagnostic... Nous y lisons le tableau suivant : "l'organisation spatiale laisse transparaitre beaucoup de monotonie (répétitions de logements, d'espaces verts et de parkings), un manque de lisibilité, une absence de personnalité des sous-quartiers et des difficultés de repérage..." Voici qui donne plus envie de prendre des jambes à

son cou que le taureau par les cornes... Et plus loin : "Les Hauts de Hurlevie présente les caractéristiques d'un site défavorisé. Une population de jeunes très importante, une forte proportion de familles nombreuses, de familles monoparentales, un taux de chômage très élevé..." Le grand mot est lâché : 28,6 % de taux de chômage. Point n'est besoin d'être doté de fortes capacités déductives pour calculer qu'il y a donc 71,4 % d'actifs occupés, ayant un emploi. Que font-ils donc ? Pas un mot sur ceux-ci ! Mais nous disposons par contre de très nombreuses données sur le niveau de formation, l'âge et le sexe, le degré de qualification des chômeurs... Pourtant, quand je suis médecin, appelé au chevet d'une cheville malade, que fais-je ? Je regarde l'autre pied ! Mais c'est quoi la "normalité" aux Hauts de Hurlevie, l'état de santé" satisfaisant d'un habitant ? Aucun renseignement susceptible de nous éclairer... Aucune "modélisation" possible du mieux-être souhaitable. Nous ne pouvons nous représenter le but à atteindre. Nous ramons au milieu de l'Atlantique sans aucune boussole.

L'emploi n'est évoqué que par son absence. Il s'agit d'une vision fantomatique. On ne s'intéresse à l'emploi que lorsqu'il est supprimé, et lorsque son fantôme hante les banlieues.. Dans les diagnostics, on tient soigneusement le registre des décès, mais on ne sait rien sur les emplois vivants. Et c'est bien d'un discours funèbre dont il s'agit : "La quasi-totalité des personnes interviewées estime que le quartier possède des atouts" (une demi-ligne pour souligner le cadre de verdure, mais on reprend vite la description macabre... "la population est en voie d'extrême paupérisation et son comportement est apathique et résigné" (au cas où on conserverait une once d'optimisme, les mots paupérisation, apathique et résigné fi-

gurent en caractères gras, merci..) "... Ce constat est très inquiétant" (en gras) "La situation des jeunes est considérée comme très préoccupante (chômage, désœuvrement, absence de surveillance de la part des parents..." L'ensemble du tableau négatif occupe 25 lignes de la page... Un peu plus loin, on relève que les enfants et les jeunes sont "proches de l'abandon"... Suit alors un tableau sur les retards scolaires, et quatre pages sur la délinquance pour faire bonne mesure, au cas où il vous resterait encore un soupçon d'espoir.

Devant une description aussi sombre, pas étonnant que la population soit "apathique et résignée" ... (Je ne me sens pas très bien moi-même, pas vous ?)...

Curieusement dans ce quartier "à faire fuir" (comme Satie composait des airs à faire fuir), le REAS veut créer une antenne locale. On ose !! C'est que sans doute des ressources (mais qui n'entrent pas dans les grilles - ou les "grils" ? - de la DIV...) ont été répertoriées par des correspondants avisés et disposant d'autres lunettes. Ont-ils la vue plus perçante que d'autres ? Il s'agit plutôt probablement de regarder autrement les sites habituellement stigmatisés.

Car on ne peut se contenter d'une lecture "primaire" des banlieues sensibles. Il nous faut regarder les sites à la manière d'un banquier observant un billet de banque... Une lecture optique va lui permettre d'établir l'identité du billet : tête de Voltaire ou d'Eugène Delacroix, numéro matricule, signature du contrôleur général de la Banque de France, etc. Mais seule la lecture en **filigrane** authentifiera la valeur du billet : par transparence, il verra l'image de Voltaire ou Delacroix sous un autre point de vue. Et les deux lectures se superposent sans se confondre, elles font partie intégrante du même objet. De même, un véritable agent de développement local communau-

taire des banlieues doit apprendre à chausser des lunettes en "filigrane", qui observent par transparence et captent au-delà du visible ce qui constitue la vie de ces lieux. Une lecture où l'affect, l'imaginaire, prend le pas sur l'intellect (Car "on ne voit bien qu'avec le coeur, l'essentiel est invisible pour les yeux", disait le Renard du Petit Prince...)

Si vous voulez bien m'accompagner, je vous propose de tester ensemble cette vision **alternative**, en **filigrane** de nos banlieues sensibles. Tout ce que vous voulez savoir sur les banlieues et qu'on n'a jamais su vous montrer...

Il s'agit d'une vision en "3 D", à trois dimensions... La première dimension, c'est le **pôle des ressources communautaires**, qui contient dans sa besace une panoplie variée de richesses...

Première catégorie de ressources : des référents d'identité collective

Critère culture vivante :

Nous rangerons ici les rapports de la population à leur vie quotidienne, leur capacité à réagir, leur rapport à leur environnement, leur degré de solidarité. On peut par exemple repérer sur un site le degré d'organisation des communautés d'habitants (ethniques, culturelles, associatives, sportives, festives...). L'offre culturelle de ces communautés (fêtes, gastronomie, artisanat, métiers et savoir-faire...) Leur capacité d'entraide à l'intérieur de la communauté et les échanges intercommunautaires (soutien scolaire, aide matérielle, épargne de proximité, revalorisation des personnes...). Leur participation à des activités non ethniques (sport, parents d'élèves, centres sociaux, centres

culturels...) Il existe des lieux de vie locale autogestionnaire comme à l'Île St Denis, l'association Ebullition, qui conduit des actions d'entraide scolaire, de lutte contre l'illettrisme...

Qui aménage son cadre de vie, pose des panneaux pour ralentir la circulation à la sortie des écoles, ou défend des familles expulsées à la préfecture. Ou encore organise un groupe de femmes africaines projetant de conduire des actions de développement au Mali...

Critère "conscientisation"

On peut regrouper sous ce sigle la capacité des habitants à matérialiser leurs désirs ou leurs besoins, liée à l'acquisition d'une confiance en eux-mêmes et en les autres. C'est ainsi qu'un diagnostic "alternatif" pourrait repérer le nombre et la nature des revendications des populations, le caractère de ces revendications (d'opposition, ou de proposition ?), la capacité de négociation avec les institutions. On peut citer comme exemple le rôle mobilisateur de certains Comités de quartiers dans la banlieue de Lille, et leur fonction de proposition dans les stratégies de développement des quartiers.

Critère "enracinement"

Je propose de repérer ici l'attachement des habitants à leur site. Il existe toujours des gens qui aiment leur quartier : pourquoi ? quelles sont les valeurs locales auxquelles ils sont attachés ? Et à quelles conditions développer le côté "attachant" de ce quartier ? Voir par exemple l'article de Didier Daeninck dans le hors-série d'"Alternatives économiques" sur la banlieue : "Je ne pourrais pas vivre ailleurs. Ici, à Aubervilliers, je me sens bien parce que c'est un peu là que sont les racines de l'histoire ouvrière. Cela se sent dans les troquets, dans la rue, chez les commerçants."

Deuxième catégorie de ressources : les capacités d'initiative

Ce thème renvoie à la notion de développement ascendant (émanant de la base) par opposition au développement "descendant" (impulsé par le sommet). La capacité d'initiative s'exprime notamment par l'existence de plusieurs critères de participation de la population au processus de développement, de capacités d'organisation et de créativité. Les projets ne découlent pas uniquement de procédures "automatiques" venues d'en haut, mais on peut en repérer un nombre significatif (à moyen ou long terme) issus de la population.

Critère pratique innovante

Il sera examiné la capacité des habitants à réaliser un projet sur mesure, qui ne soit pas la "copie conforme" des dispositifs nationaux. Sur certains sites, le projet "colle" aux besoins locaux, et n'est pas un clone des mesures de l'État au gré des modes qui fleurissent. Un bon projet d'une certaine façon est "intransférable ailleurs", parce qu'il a intégré des éléments qui ont trait aux spécificités locales. C'est ce que j'ai appelé dans d'autres articles la "petite pantoufle de vair de Cendrillon". Il y a dans chaque site un objet magique de type "pantoufle de vair", une spécificité rare qui ne peut être reproduite ailleurs, des choses qui ne vont que sur ce site-là, avec ces personnes-là, en ce temps-là... Il y a une imagination, une créativité locales propres. Un bon agent de développement local communautaire sait humer ces spécificités, comme on traque des truffes dans leur cachette, il sait découvrir la petite pantoufle de vair de son site. Un indicateur par exemple de cette spécificité : il existe des montages de projets

à financements multiples, la réglemmentation des aides de l'État est "tordue" par le terrain, ce qui est signe de complexité, donc de qualité.

Critère porteurs de projets

Les projets sont portés par des "meneurs" (équivalent français de leader) issus de la population. L'exemple le plus célèbre en France est l'expérience d'Alma-Gare, qui a servi de modèle aux régies de Quartier au point que la DIV les propose aujourd'hui en "kit" prêt à poser. Mais il y a des multitudes de sites moins célèbres, qui disposent de leur lot de "meneurs" inventifs qui entreprennent sur le terrain. Les correspondants locaux du REAS, par exemple.

Critère autonomie

Il s'agit de repérer dans les quartiers des opérations montées indépendamment des collectivités locales, et des financements de l'État.

A Lille-Sud, par exemple, dans le quartier des Biscottes (nom de célèbres barres aujourd'hui démolies) un habitant avait pris l'initiative solitaire de créer la pépinière "Garibaldi" portée par l'association REAGIR, qui employait des chômeurs locaux, sans aucune aide de l'État. Et plus récemment, nous pouvons citer l'exemple d'un des plus beaux fleurons de l'économie alternative et solidaire : "Autonomie et Solidarité".

Troisième catégorie de ressources : capacités économiques des habitants

Critère comportements économiques

Il peut y avoir parmi les ressources intéressantes à identifier les stratégies économiques des

ménages, vis-à-vis de leur consommation, de leur vie quotidienne, de leur rapport au logement, etc. Par exemple : la mutualisation des ressources (cf. échanges de savoirs comme à Amiens) ou encore la mutualisation des besoins, (achats groupés des familles, coopératives) On peut citer par exemple les Ateliers Communautaires de Cergy-Pontoise : en 1974, des habitants se regroupant pour acheter ensemble des machines pour aménager leur logement, fabriquer leurs meubles, etc. Quelques années plus tard, ils aménageaient leurs espaces extérieurs et plantaient de leur propre initiative 600 arbres.. Plus récemment, la Mutuelle d'habitants "Coup de pouce", d'Hérouville St-Clair (cf. A Faire N°16) est née d'une initiative de terrain.

Critère "ressources en main-d'oeuvre"

On déplore l'absence d'emplois des quartiers de grands ensembles. C'est oublier qu'ils n'en ont jamais eu. Ils ont été construits pour rassembler une grande quantité de main-d'oeuvre, généralement à proximité d'un pôle d'emploi. Grande Synthe près du pôle sidérurgique de Dunkerque, les 4000 pour les entreprises de la Courneuve, les Francs-Moisins pour la Plaine-St-Denis, Mantes-la-Jolie pour les industries automobiles de la vallée de la Seine-aval, etc.

Ce ne sont pas les quartiers qui ont perdu de l'emploi, mais l'environnement du quartier, les entreprises du pôle d'emploi d'à côté qui ont quitté le site, restructuré leur organisation, ou tout simplement robotisé. Elles n'utilisent plus le pôle de main-d'oeuvre voisin comme un vivier. Ce ne sont donc pas les quartiers de grands ensembles qui sont malades, c'est la relation fonctionnelle de ces sites avec leur environnement qui a été remise en cause.

Ces quartiers restent des pôles de main-d'oeuvre, même

si un pourcentage grandissant de personnes sont "disponibles" (traduisez chômeurs en langage administratif). Il reste généralement une large majorité d'actifs occupés. Que font-ils ? Où vont-ils ? Quelles compétences possèdent les habitants occupés et disponibles. Quels savoir-être ; motivations, attentes, capacités d'évolution ou de changement, moyens d'y parvenir, etc.

On peut également ranger parmi les ressources les savoir-faire d'adaptation (travail noir, petits boulots, etc.), les activités développant des savoir-être (activités sportives, culturelles, bénévolat, entraide, etc.)

Critère création d'activités

Nous pouvons identifier ici les capacités des habitants à créer des activités, voire des emplois. Il existe souvent plein de potentiels qui ne demandent qu'à naître. A Cergy, par exemple, le montage de "crédit-bail" (cf. A Faire N°17) a permis à un créateur porteur de projet de passer à l'acte. Il y a très peu de femmes "créatrices" d'activités (si elles n'étaient pas créatives, nous ne serions pas là pour en discuter, n'est-ce pas), parce que certainement les circuits d'information, les flux financiers, les réseaux relationnels leur échappent. A quelles conditions démocratiser cet environnement pour qu'il soit plus porteur ?

Quatrième catégorie de ressources : "les outils de développement local communautaire"

Nous classerons sous cette rubrique tout ce qui favorise le développement local pour et par les habitants. Et notamment deux rubriques-clés :

Critère vie associative

En général, les diagnostics identifient au mieux une liste

d'associations, et leurs activités. Mais pour qu'elles deviennent des outils de développement, il est nécessaire à l'agent DLC de repérer la présence d'associations qui ne sont pas contrôlées par les institutions (cf. la mairie) et qui font preuve d'un dynamisme propre. Pour celles-ci seulement, il serait important de repérer non la liste de leurs activités déclarées, mais des thèmes réellement mobilisateurs qui rassemblent leurs membres contre ou en dehors des propositions de la municipalité, de l'Office HLM, des travailleurs sociaux, etc. Exemple négatif : au Val d'Argent-Nord (Argenteuil) par exemple, une analyse "en filigrane" de la longue liste d'associations aboutit à ne retenir que deux associations qui ne soient pas para-municipales...

Critère réseaux

Cette rubrique consiste à repérer sur le site étudié la présence de moyens de communications propres à toucher l'ensemble de la population.

Cela peut-être une radio ou une télé locale, une presse gratuite, des panneaux bien placés, des lieux de fréquentation importante (marché forain), des permanences d'accueil... On peut y adjoindre les gardiens d'immeubles, les leaders informels et autres "chefs de bandes", ou même les "correspondantes de coursives" de la Pierre Colinet à Meaux.

* *
*

La place manque ici pour étudier le pôle 2, celui des ressources institutionnelles.

L'ensemble des critères de ressources dépasse la trentaine. Et en face de chacun, on peut citer des exemples identifiables de terrain. Qui aurait cru que nos terrains stigmatisés comme "lieux du manque" pouvaient être si riches ?? Il est vraiment temps de changer de lunettes !

J. Lorthiois